

## Bulletin d'histoire politique

### Dernière heure

## Adoption en novembre 2006 du programme d'histoire du Québec par le ministre de l'Éducation

Michel Sarra-Bournet



Volume 15, Number 2, Winter 2007

Débat sur le programme d'enseignement de l'histoire au Québec

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1056118ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1056118ar>

[See table of contents](#)

#### Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique  
Lux Éditeur

#### ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

#### Cite this document

Sarra-Bournet, M. (2007). Dernière heure : adoption en novembre 2006 du programme d'histoire du Québec par le ministre de l'Éducation. *Bulletin d'histoire politique*, 15(2), 107–108. <https://doi.org/10.7202/1056118ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2007

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

## Dernière heure Adoption en novembre 2006 du programme d'histoire du Québec par le ministre de l'Éducation

MICHEL SARRA-BOURNET

*Historien, chercheur associé à la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec,  
UQAM*

Malgré la volonté du ministère de l'Éducation, du Loisir et des Sports (MELS) d'élaborer en vase clos le nouveau programme d'histoire et d'éducation à la citoyenneté au deuxième cycle du secondaire, un débat public a éclaté fin avril 2006. Ce débat a forcé certaines modifications incarnées dans un nouveau projet publié en juin, et dans un programme définitif approuvé par le ministre en novembre.

Dans les limites imposées par le renouveau pédagogique et la nature des programmes de formation à l'intérieur du paradigme socioconstructiviste, le (MELS) a répondu à un minimum de critiques. Ce sont celles qui recueillaient le plus haut degré de consensus, tant dans le public que chez les spécialistes. Celles-ci avaient trait à l'absence de la question nationale dans le contenu du programme.

Comme en font foi les tableaux synthèse du contenu de formation et des concepts prescrits de la version approuvée du programme<sup>1</sup>, on a bonifié le contenu de formation en y incorporant des « concepts, des objets d'interrogation, d'interprétation et de citoyenneté » davantage tournés vers la compréhension de la question nationale, si on les compare à ceux des tableaux équivalents de la version de juin. On y trouve davantage d'histoire politique et intellectuelle, de mouvements collectifs de revendication, etc. L'identité sociale de l'élève ne se résume plus à celle de l'individu-voteur-consommateur. Par exemple, les concepts centraux « Empire » et « Démocratie » cèdent leur

place à « Conquête » et à « Nation ». La citoyenneté recoupe maintenant l'appartenance à la société québécoise.

Cependant, le MELS n'a pas bougé quant à ses choix fondamentaux : l'approche socioconstructiviste, l'arrimage de l'histoire à l'éducation à la citoyenneté et une grille horaire qui impose un apprentissage de la même matière deux fois (chronologique en 3<sup>e</sup> secondaire, thématique en 4<sup>e</sup> secondaire). Donc, pas de récit national préétabli, une sélection des faits orientée vers la formation de bons citoyens et des répétitions qui diminuent le nombre de faits historiques qu'apprendront les élèves. Ces faits sont d'ailleurs suggérés, et non prescrits, car seuls des « concepts » et des « objets » le sont.

Une analyse plus approfondie de cette version finale du programme sera faite dans une prochaine livraison du *Bulletin d'histoire politique*.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, *Histoire et éducation à la citoyenneté*, Programme de formation de l'école québécoise, deuxième cycle du secondaire, p. 117-119. <http://documents.educationquebec.qc.ca/prformsec2ecycle.htm>